

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 13 février 1986, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "relative à la participation des citoyens à la vie communale", a donné le 6 mai 1986 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 13 februari 1986 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de inspraak van de ingezetenen in de gemeentelijke aangelegenheden", heeft op 6 mei 1986 het volgend advies gegeven :

La proposition (1) a deux objets. D'une part, elle organise la "consultation populaire" de tous les citoyens inscrits sur les listes des électeurs communaux (Chapitre Ier).

D'autre part, elle organise une procédure d'inscription d'un point à l'ordre du jour du conseil communal, à la demande de 2 pour cent des électeurs communaux (Chapitre II).

Chapitre Ier (articles 1er à 12).

La proposition dispose de la façon suivante en ses articles 2, 3 et 12, alinéa 1er :

"Article 2.-

Cette consultation ne peut avoir pour objet que des matières de la compétence des communes, c'est-à-dire au sujet desquelles le conseil communal ou le Collège des bourgmestre et échevins peut être appelé à donner un avis ou à prendre une décision conformément aux lois, arrêtés, décrets et règlements en vigueur dans le Royaume.

La consultation ne pourra en aucun cas porter sur des matières relatives à la technique des budgets ou des taxes communales, ni sur des questions personnelles.

Article 3.-

Une consultation doit être organisée à la requête :

- soit d'un conseiller communal ayant obtenu l'approbation écrite de 2/3 des membres du conseil communal;
- soit de 5% des citoyens inscrits sur les listes électorales communales.

.....

.../...

Article 12, alinéa 1er.-

Les résultats de la consultation populaire engagent le pouvoir communal, si le texte définitif de la consultation est approuvé à la majorité simple des suffrages exprimés et si les citoyens ayant voté représentent au moins la moitié des électeurs inscrits sur les listes électorales communales".

La proposition organise donc plus qu'une simple consultation des électeurs de la commune. Elle institue un véritable référendum de décision, c'est-à-dire un système qui confère directement aux citoyens ou à certains d'entre eux, le pouvoir de prendre des décisions en lieu et place des pouvoirs constitués. L'article 11 de la proposition assimile d'ailleurs la "consultation populaire" à des élections.

En outre, l'article 8 permet à 5 pour cent des électeurs communaux de suspendre pendant plusieurs mois l'exercice par le conseil communal et le collège des bourgmestre et échevins de leurs attributions légales. Cet article dispose, en effet, de la façon suivante :

"Sauf exception expressément stipulée par une loi ou un règlement, aucune délibération du conseil communal ou du collège des bourgmestre et échevins ne peut intervenir concernant l'objet de la consultation populaire entre la date de la réception de la demande de consultation et la décision de refus de la commission ou la date à laquelle la consultation est organisée".

+

+

+

.../...

Le 15 mai 1985, la section de législation du Conseil d'Etat, siégeant en assemblée générale, a donné un avis sur cinq propositions de loi qui avaient en commun de prévoir le recours à l'une ou l'autre forme de référendum ou de consultation populaire (1).

Le problème du référendum dans les matières relevant des compétences des communes a été examiné dans cet avis sub II c (pp. 10 et 11). Le Conseil d'Etat ne peut que confirmer cet avis selon lequel un référendum de décision dans des matières relevant des compétences de la commune, implique une intervention des citoyens dans l'exercice de la puissance publique qui ne peut être prévue dans notre droit que moyennant une revision de la Constitution.

L'avis précité a aussi examiné sub III c (pp. 20 et 21), la question de la consultation populaire dans les matières relevant des compétences des communes. La consultation populaire se distingue du référendum de décision en ce que son résultat n'est pas une décision qui s'impose à l'autorité, mais ne constitue pour celle-ci qu'un avis. Même ainsi limitée quant à ses effets, la consultation populaire ne peut être admise que dans des conditions que l'avis précité définit en ces termes :

.../...

(1) Avis L. 15.853/A.G. L. 15.854/A.G. L. 15.969/A.G.
L. 15.970/A.G. L. 15.971/A.G. (Chambre des Représentants, Doc. 783 (1983-1984) - n° 2).

"Dans les communes, il existe une certaine pratique selon laquelle des consultations des habitants sont organisées, en conformité avec les décisions ministérielles qui ont été rappelées ci-dessus (1), c'est-à-dire que les questions ne se rapportent qu'à des objets de la compétence du conseil communal et que la réponse des habitants ne lie pas l'autorité communale. Même dans ces limites, cette pratique ne peut être considérée comme compatible avec la Constitution et avec le caractère représentatif des institutions communales qu'à la condition que la consultation des habitants ne tende pas à faire trancher par ceux-ci une question qui relève de la politique communale, c'est-à-dire de l'appréciation de ce qui est opportun du point de vue de l'intérêt communal. V. DE TOLLENAERE indique très justement que "le référendum (2) ne peut porter que sur des objets sur lesquels les habitants peuvent utilement être appelés à donner un avis". Et il cite comme exemple d'objet sur lequel la consultation ne serait pas utile, un référendum sur des nominations à faire par le conseil communal (3). Par contre, il n'existe pas d'objection à ce que le conseil communal s'informe de certaines préoccupations, de certaines aspirations ou de certains goûts des habitants de la commune, par exemple, dans le domaine des travaux publics et dans celui de la voirie" (p. 21).

L'avis fait ensuite la constatation suivante :

"Le recours à la consultation des habitants par les autorités communales est possible en vertu du droit en vigueur et est licite dans les seules limites qui viennent d'être indiquées. Il n'est pas nécessaire de légiférer pour donner un fondement légal à la pratique déjà suivie en cette matière, qui met en oeuvre le pouvoir du conseil communal de régler tout ce qui est d'intérêt communal".

+

+

+

.../...

-
- (1) Ces décisions ministérielles sont citées à la p. 20 de l'avis.
- (2) L'auteur emploie ici le mot "référendum" pour désigner une consultation populaire.
- (3) Nouveau commentaire de la loi communale, Tome I, Bruxelles, 1955, n° 108, p. 290.

Il résulte des considérations qui précèdent que le chapitre Ier de la proposition de loi, soumise actuellement à l'avis du Conseil d'Etat, ne respecte pas les dispositions constitutionnelles en vigueur, en ce qu'il institue, sous le nom de consultation populaire, un référendum de décision devant être organisé à la demande d'un nombre réduit d'électeurs communaux.

Même si l'article 12 de la proposition était modifié et si le résultat de la consultation ne liait plus le conseil communal, la proposition excéderait encore les limites assignées par l'avis précité à la consultation des habitants de la commune, en ce qu'elle ne réserve pas aux autorités communales l'initiative de la consultation des habitants (article 3) et en ce qu'elle définit trop largement les matières sur lesquelles la consultation peut porter (article 2).

En outre, l'article 8 de la proposition - qu'il concerne un référendum de décision ou une simple consultation populaire - méconnaît les articles 31 et 108, 2°, de la Constitution, en permettant à 5 pour cent des électeurs communaux de priver pendant un certain temps le conseil communal de l'exercice de ses attributions.

Pour ces motifs, il ne sera pas procédé à un examen plus détaillé des articles 1er à 12.

Chapitre II (articles 13 à 17).

La fixation de l'ordre du jour du conseil communal est une matière qui est actuellement réglée par la loi communale.

Il résulte des articles 62 et 63 de cette loi que le collège des bourgmestre et échevins convoque le conseil communal en joignant l'ordre du jour à la convocation; qu'en cas d'urgence, le conseil communal décidant à la majorité des deux tiers peut se saisir d'un objet étranger à l'ordre du jour et que toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise par le conseiller communal qui en prend l'initiative au moins trois jours avant l'assemblée. Complétant ces règles, les dispositions qui font l'objet de la proposition devraient, si elles étaient adoptées, être insérées dans la loi communale à la suite de l'article 63.

+

+

+

L'intention de l'auteur de la proposition devrait être précisée sur les points suivants :

1. Les objets qui peuvent être inscrits à l'ordre du jour du conseil communal à la requête de 2 pour cent des électeurs communaux, ne doivent pas, selon la proposition, relever de la compétence de ce conseil. On peut donc se demander si la proposition permettrait à une minorité d'électeurs communaux de faire examiner par le conseil communal une question qui ne relève pas de sa compétence.

2. Dans l'état actuel de la législation, aucune disposition n'oblige le conseil communal à délibérer et à

.../...

voter sur tous les points qui figurent à son ordre du jour. Il peut notamment décider d'ajourner l'examen de certains de ces points (1). On peut se demander si le conseil communal aurait la même faculté à l'égard des points qui seraient inscrits à son ordre du jour selon la procédure prévue par la proposition.

3. La proposition ne fait pas apparaître clairement si un point dont l'inscription à l'ordre du jour du conseil communal est sollicitée par une requête écrite et signée par 2 pour cent des électeurs communaux doit nécessairement être inscrit à cet ordre du jour ou si cette inscription peut être refusée par le collège des bourgmestre et échevins.

A cet égard, il y a une discordance entre, d'une part, les articles 13 et 15 et, d'autre part, l'article 16, alinéa 2.

Il semble résulter des articles 13 et 15 qu'un point doit être inscrit à l'ordre du jour du conseil communal lorsque cette inscription est demandée par une requête écrite et signée par 2 pour cent des électeurs communaux. Mais l'article 16, alinéa 2, permet au collège des bourgmestre et échevins "d'amender ce point par écrit". Cette disposition permet donc au collège des bourgmestre et échevins de modifier le point dont l'inscription à l'ordre du jour est sollicitée.

On peut, en outre, se demander si l'article 16, alinéa 2, ne permet au collège de refuser l'inscription d'un

.../...

(1) Sous réserve évidemment de l'obligation que la loi lui impose de statuer sur certaines questions comme, par exemple, le budget communal et les moyens d'y pourvoir.

point à l'ordre du jour que si la demande n'est pas faite par une requête écrite et signée par 2 pour cent des électeurs communaux ou s'il permet au collège de refuser même pour un motif de pure opportunité, une inscription régulièrement présentée.

Ce n'est que si le chapitre II de la proposition devait être interprété comme permettant à une minorité d'électeurs communaux de contraindre le conseil communal à prendre une décision sur une question déterminée qu'il y aurait lieu d'examiner si ce chapitre respecte la compétence attribuée au conseil communal par les articles 31 et 108, 2°, de la Constitution, de régler tout ce qui est d'intérêt communal. En revanche, si le conseil communal reste maître de l'ordre de ses travaux, le chapitre II de la proposition ne soulève pas d'objection d'ordre constitutionnel.

+

+

+

Il y a aussi une discordance entre l'article 14 et l'article 16. Selon l'article 14, c'est le bourgmestre qui inscrit un point à l'ordre du jour, alors que selon l'article 16, c'est le collège des bourgmestre et échevins qui procède à cette inscription. Ainsi qu'il a été rappelé ci-dessus, c'est le collège des bourgmestre et échevins qui, en vertu des articles 62 et 63 de la loi communale, fixe l'ordre du jour des séances sous réserve du pouvoir que l'article 63, alinéas 2 et 3, de la loi communale accorde au conseil communal d'examiner, en cas d'urgence, un objet étranger à l'ordre du jour, et du droit que l'article 63, alinéa 4, de

.../...

la même loi accorde à tout conseiller communal de faire des propositions étrangères à l'ordre du jour.

+

+

+

L'article 14 se réfère "aux mêmes conditions de forme, de procédure, de compétence et de fond que celles introduites par un conseiller communal en vue d'une interpellation". Le terme "interpellation" n'étant pas employé par la loi communale, il semble que la procédure visée soit celle de l'article 63, alinéa 4, de cette loi. L'intention de l'auteur de la proposition devrait être précisée.

L'article 17 qui se réfère aussi à la procédure d'interpellation des conseillers communaux, appelle la même observation.

Chapitre III (article 18).

Le Roi étant chargé de l'exécution des lois par l'article 67 de la Constitution, l'article 18 de la proposition est inutile.

Het voorstel (1) heeft een tweevoudig oogmerk. Enerzijds organiseert het de "raadpleging van de ... bevolking" ten aanzien van alle op de lijsten van gemeenteraads-kiezers ingeschreven burgers (Hoofdstuk I).

Anderzijds voorziet het in een procedure om op verzoek van 2 percent van de gemeenteraadskiezers een punt op de dagorde van de gemeenteraad in te schrijven (Hoofdstuk II).

Hoofdstuk I (artikelen 1 tot 12).

De artikelen 2, 3 en 12, eerste lid, van het voorstel bepalen het volgende :

"Artikel 2.-

Die raadpleging mag alleen betrekking hebben op aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de gemeente behoren, dat wil zeggen waarover de gemeenteraad of het college van burgemeester en schepenen eventueel een advies kan uitbrengen of overeenkomstig de in het Rijk geldende wetten, besluiten, decreten en verordeningen een beslissing moet nemen.

De raadpleging mag in geen geval betrekking hebben op aangelegenheden die verband houden met de techniek van de begrotingen of van de gemeentebelastingen, noch op persoonlijke aangelegenheden.

Artikel 3.-

Een raadpleging moet worden gehouden, op verzoek :

- van een gemeenteraadslid dat daartoe de schriftelijke instemming van 2/3 van de leden van de gemeenteraad heeft verkregen;
- of van 5 % van de ingezetenen die op de kiezerslijsten van de gemeente zijn ingeschreven.

.....

.../...

Artikel 12, eerste lid.-

De uitslag van de raadpleging van de bevolking bindt de gemeentelijke overheid indien de definitieve tekst van het voorstel bij gewone meerderheid van de uitgebrachte stemmen is goedgekeurd en indien de ingezetenen die gestemd hebben, ten minste de helft vertegenwoordigen van de op de kiezerslijsten van de gemeente ingeschreven kiezers".

Het voorstel organiseert dus meer dan een gewone raadpleging van de kiezers van de gemeente. Het stelt een echt beslissingsreferendum in, dit wil zeggen een systeem dat de burgers of sommigen van hen rechtstreeks bevoegd maakt om in de plaats van de gestelde overheid beslissingen te nemen. Artikel 11 van het voorstel stelt de "raadpleging van de ... bevolking" trouwens gelijk met een "stemming".

Daarenboven maakt artikel 8 het mogelijk dat 5 procent van de gemeenteraadskiezers gedurende verscheidene maanden de uitoefening van de wettelijke bevoegdheden door de gemeenteraad en het college van burgemeester en schepenen schorsen. Dat artikel bepaalt immers het volgende :

"Behoudens uitdrukkelijk bij een wet of een verordening gestelde uitzondering kan de gemeenteraad of het college van burgemeester en schepenen inzake de aangelegenheid waarover de raadpleging van de bevolking wordt gehouden, geen besluiten nemen tussen de dag van ontvangst van de aanvraag en de beslissing waarbij de commissie de aanvraag afwijst of de dag waarop de raadpleging wordt gehouden".

+

+ +

.../...

Op 15 mei 1985 heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State, zitting houdende in algemene vergadering, een advies uitgebracht over vijf wetsvoorstellen die met elkaar gemeen hadden dat ze in het toepassen van de ene of de andere vorm van referendum of volksraadpleging voorzagen (1).

De kwestie van het referendum in aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de gemeenten behoren, is in dat advies behandeld onder II c (blz. 10 en 11). De Raad van State kan alleen maar vasthouden aan dat advies, volgens hetwelk een beslissingsreferendum in aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de gemeente behoren, een bemoeiing van de burgers met de uitoefening van de openbare macht impliceert, waarin in ons recht slechts kan worden voorzien mits de Grondwet wordt gewijzigd.

Het voormelde advies handelt sub III c (blz. 20 en 21) ook over de kwestie van de volksraadpleging in aangelegenheden waarvoor de gemeenten bevoegd zijn. De volksraadpleging verschilt van het beslissingsreferendum doordat de uitslag ervan voor de overheid geen bindende beslissing is, maar slechts een advies. Zelfs met die beperking wat haar uitwerking betreft, is de volksraadpleging slechts aanvaardbaar onder voorwaarden die door het voormelde advies als volgt worden gedefinieerd :

"In de gemeenten is een bepaalde praktijk gangbaar waarbij raadplegingen van de inwoners worden gehouden, in overeenstemming met de hierboven in herinnering ge-

.../...

(1) Advies L. 15.853/A.V., L. 15.854/A.V., L. 15.969/A.V., L. 15.970/A.V., L. 15.971/A.V. (Kamer van Volksvertegenwoordigers, Gedr. St. 783 (1983-1984) - nr. 2).

brachte ministeriële beslissingen (1), dat wil zeggen dat de vragen enkel betrekking hebben op aangelegenheden waarvoor de gemeenteraad bevoegd is en dat het antwoord van de inwoners het gemeentebestuur niet bindt. Zelfs binnen deze grenzen, kan die praktijk alleen dan bestaanbaar met de Grondwet en met het representatief karakter van de gemeentelijke instellingen worden geacht als de raadpleging van de inwoners er niet toe strekt hen een kwestie te laten beslechten die behoort tot het gemeentelijk beleid, namelijk tot de beoordeeling van hetgeen opportuun is uit het oogpunt van het gemeentelijk belang. V. DE TOLLENAERE wijst er zeer terecht op dat "le référendum (2) ne peut porter que sur des objets sur lesquels les habitants peuvent utilement être appelés à donner un avis". En als voorbeeld van een aangelegenheid waarover niet op nuttige wijze een raadpleging kan worden gehouden, haalt hij aan, een referendum over benoemingen die de gemeenteraad moet doen (3). Er is daarentegen geen bezwaar dat de gemeenteraad zich op de hoogte stelt van bepaalde bekommernissen, verlangens of smaken van de inwoners van de gemeente, bijvoorbeeld op het gebied van de openbare werken en op het gebied van de wegen" (blz. 21).

Vervolgens wordt in het advies op het volgende gewezen :

"Raadpleging van de inwoners door het gemeentebestuur is mogelijk krachtens het geldende recht en is geoorloofd maar dan binnen de zojuist aangegeven grenzen. Er is geen wet nodig om rechtsgrond te verschaffen voor de terzake reeds gevolgde praktijk, die een aanwending is van de aan de gemeenteraad opgedragen bevoegdheid om alles te regelen wat van gemeentelijk belang is".

+

+ +

.../...

- (1) Die ministeriële beslissingen worden aangehaald op blz. 20 van het advies.
- (2) De auteur gebruikt hier het woord "referendum" om een volksraadpleging aan te duiden.
- (3) "Nouveau commentaire de la loi communale", Deel I, Brussel, 1955, nr. 108, blz. 290.

Uit hetgeen voorafgaat blijkt dat hoofdstuk I van het wetsvoorstel dat thans voor advies aan de Raad van State is voorgelegd, de geldende grondwetsbepalingen niet in acht neemt, doordat het onder de benaming volksraadpleging een beslissingsreferendum instelt dat op verzoek van een beperkt aantal gemeenteraadskiezers dient te worden georganiseerd.

Zelfs als artikel 12 van het voorstel gewijzigd werd en de uitslag van de raadpleging de gemeenteraad niet meer zou binden, zou het voorstel de grenzen die door het voormelde advies aan het raadplegen van de inwoners van een gemeente gesteld zijn, nog te buiten gaan doordat het voorstel het initiatief tot het raadplegen van de inwoners (artikel 3) niet uitsluitend aan de gemeentelijke overheid toekent en het de aangelegenheden waarop de raadpleging betrekking kan hebben, te ruim vaststelt (artikel 2).

Bovendien schendt artikel 8 van het voorstel - ongeacht of dat artikel een beslissingsreferendum of een gewone volksraadpleging betreft - de artikelen 31 en 108, 2°, van de Grondwet, doordat het 5 percent van de gemeenteraadskiezers in staat stelt om de gemeenteraad gedurende enige tijd de uitoefening van zijn bevoegdheden te onthouden.

Om die redenen worden de artikelen 1 tot 12 niet nader onderzocht.

Hoofdstuk II (artikelen 13 tot 17).

Het bepalen van de dagorde van de gemeenteraad is een aangelegenheid die thans door de gemeentewet is geregeld.

.../...

Uit de artikelen 62 en 63 van die wet volgt dat het college van burgemeester en schepenen de gemeenteraad bijeenroept en de agenda bij de oproeping voegt; dat de gemeenteraad in spoedeisende gevallen bij een twee derde meerderheid kan besluiten een zaak die niet op de agenda voorkomt aan zich te trekken en dat elk voorstel dat niet op de agenda voorkomt door het gemeenteraadslid van wie het uitgaat uiterlijk drie dagen vóór de vergadering moet worden overhandigd. De bepalingen die ter aanvulling van deze voorschriften in het voorstel vervat zijn, zouden als zij aangenomen worden na artikel 63 in de gemeentewet moeten worden ingevoegd.

+

+ +

De bedoeling van de indiener van het voorstel zou op de volgende punten moeten worden verduidelijkt :

1. De punten die op verzoek van 2 percent van de gemeenteraadskiezers op de dagorde van de gemeenteraad kunnen worden ingeschreven, behoeven volgens het voorstel niet tot de bevoegdheid van die raad te behoren. Men kan zich dus afvragen of het voorstel een minderheid van gemeenteraadskiezers in staat zou stellen om de gemeenteraad een aangelegenheid te doen behandelen die niet tot zijn bevoegdheid behoort.

2. Volgens de huidige stand van de wetgeving verplicht geen enkele bepaling de gemeenteraad over alle punten die op zijn dagorde zijn ingeschreven te beraadslagen

.../...

en te stemmen. Hij kan onder meer besluiten de behandeling van sommige punten te verdagen (1). Het is zeer de vraag of de gemeenteraad dezelfde mogelijkheid zou hebben ten aanzien van de punten die volgens de door het voorstel ingestelde procedure op zijn dagorde zouden worden ingeschreven.

3. Uit het voorstel blijkt niet duidelijk of een punt ten aanzien waarvan 2 percent van de gemeenteraadskiezers door middel van een door hen ondertekend verzoekschrift vragen het op de dagorde van de gemeenteraad in te schrijven, verplicht op die dagorde moet worden ingeschreven, dan wel of het college van burgemeester en schepenen die inschrijving kan weigeren.

In dit opzicht is er een discrepantie tussen enerzijds de artikelen 13 en 15 en anderzijds artikel 16, tweede lid.

Uit de artikelen 13 en 15 lijkt te volgen dat een punt op de dagorde van de gemeenteraad moet worden ingeschreven wanneer daarom verzocht wordt door middel van een door 2 percent van de gemeenteraadskiezers ondertekend verzoekschrift. Artikel 16, tweede lid, veroorlooft het college van burgemeester en schepenen "het punt (te wijzigen) ... (door middel van een) op schrift gesteld (besluit)". Het punt in verband waarmee gevraagd wordt dat het op de dagorde zou worden ingeschreven, kan dus op grond van die bepaling door het college van burgemeester en schepenen worden gewijzigd.

.../...

(1) Uiteraard onder voorbehoud van de hem bij wet opgelegde verplichting om uitspraak te doen over bepaalde kwesties, zoals bijvoorbeeld de gemeentebegroting en de middelen om erin te voorzien.

Men kan zich bovendien afvragen of artikel 16, tweede lid, het college slechts toestaat de inschrijving van een punt op de dagorde te weigeren als de aanvraag niet gedaan is door middel van een door 2 percent van de gemeenteraadskiezers ondertekend verzoekschrift, dan wel of die bepaling het college toestaat om zelfs om een lou-tere opportuniteitsreden een regelmatig gevraagde inschrijving te weigeren.

Slechts als hoofdstuk II van het voorstel zo moet worden uitgelegd dat het een minderheid van gemeenteraadskiezers de mogelijkheid biedt om de gemeenteraad te verplichten tot het nemen van een beslissing aangaande een bepaalde aangelegenheid, zou nagegaan moeten worden of dat hoofdstuk de bevoegdheid ontziet die bij de artikelen 31 en 108, 2°, van de Grondwet aan de gemeenteraad is verleend om alles wat van gemeentelijk belang is te regelen. Als de gemeenteraad daarentegen meester blijft over de regeling van zijn werkzaamheden, is er tegen hoofdstuk II van het voorstel geen grondwettigheidsbezwaar.

+

+ +

Er is ook een discrepantie tussen artikel 14 en artikel 16. Volgens artikel 14 is het de burgemeester die een punt op de dagorde inschrijft, terwijl het volgens artikel 16 het college van burgemeester en schepenen is dat voor die inschrijving zorgt. Zoals er hierboven op gewezen is, is het het college van burgemeester en schepenen dat krachtens de artikelen 62 en 63 van de gemeentewet de agenda van de vergaderingen vaststelt onder voorbehoud van

.../...

de bevoegdheid die artikel 63, tweede en derde lid, van de gemeentewet aan de gemeenteraad verleent om in spoedeisende gevallen een punt dat niet op de agenda voorkomt te behandelen, en van het bij artikel 63, vierde lid, van dezelfde wet aan elk gemeenteraadslid verleende recht om voorstellen die niet op de agenda voorkomen, te doen.

+

+ +

In artikel 14 is sprake van "dezelfde voorwaarden inzake vorm, procedure, bevoegdheid en inhoud als (gelden voor) de inschrijving van een punt op verzoek van een gemeenteraadslid dat een interpellatie wil houden". De term "interpellatie" wordt in de gemeentewet niet gebruikt; blijkbaar wordt de procedure van artikel 63, vierde lid, van die wet bedoeld. De bedoeling van de indiener van het voorstel zou moeten worden verduidelijkt.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 17, waarin eveneens sprake is van de procedure van interpellatie van de gemeenteraadsleden.

Hoofdstuk III (artikel 18).

Aangezien de Koning door artikel 67 van de Grondwet met de uitvoering van de wetten is belast, is artikel 18 van het voorstel nutteloos.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT,
de Heren :

P. FINCOEUR,
P. MARTENS,

C. DESCHAMPS,

F. DELPEREE,

Madame : M. VAN GERREWEY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. Cl. ROUSSEaux, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Cl. ROUSSEaux, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY.

J. LIGOT.